



Engager les Parlements sur Le Programme 2030 et les ODD: Représentation, responsabilité et mise en œuvre

Un Manuel pour la Société
Civile – *Abrégé*



Engager les Parlements sur Le Programme 2030 et les ODD: Représentation, responsabilité et mise en œuvre

Un Manuel pour la Société Civile – *Abrégé*

Contents

1. Introduction	4
2. Pourquoi s'engager avec les Parlements sur le Programme 2030?	5
3. Avant de commencer	6
4. Des voies d'engagement	7
5. Stratégies d'engagement	9
6. Surmonter les défis	11
7. Lecture supplémentaire	12

Remerciements

© Together/Ensemble 2030. Juillet 2018.

Tous droits réservés.

Produit et publié par Together 2030 en partenariat avec l'Université de Newcastle, le réseau philippin des entreprises sociales, Sightsavers, World Vision et Global Focus. Le soutien financier a été fourni par Global Focus, Sightsavers et World Vision. Assistance technique fournie par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Développement et coordination: Naiara Costa, Secrétariat international Together 2030.

Un avant-projet a été commandé par Agata Walczak, Consultante indépendante.

Ensemble 2030 est reconnaissant envers tous nos Collègues qui ont soutenu le développement de cette ressource :

Arelys Bellorini, Femke Brouwer, Andrew Griffiths, Mads Hove, Graham Long, Isabella Montgomery, Chris Murgatroyd, Gomer Padong, Emanuele Sapienza, Paddy Tornsey, Bjarke Vestergaard et les Membres du groupe de base Together 2030 et du Groupe de travail sur l'engagement des Parlementaires.

1. Introduction

Adopté en 2015, l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable (l'Agenda 2030) est un cadre mondial qui guidera la politique et la pratique du développement aux niveaux national, régional et mondial jusqu'en 2030. Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030, sont une collection de 17 Objectifs Mondiaux qui constituent un appel mondial à l'action pour mettre fin à la pauvreté dans le monde entier, protéger la planète et promouvoir la paix et la prospérité pour tous, partout dans le monde. Les principes du Programme 2030 soulignent le rôle important que joue la Société Civile aux côtés d'autres Partenaires dans la réalisation du programme et de ses objectifs.

Les ODD ne sont pas uniquement un programme gouvernemental et ne peuvent être exécutés uniquement par les gouvernements. Les Acteurs de la Société Civile peuvent se positionner dans le cadre de l'Agenda 2030 en tant que Partenaires des Gouvernements et de tous les autres Acteurs pour faire des ODD une réalité. La plupart, sinon la totalité, des Acteurs de la Société Civile travaillant sur la protection sociale et environnementale réalisent déjà des travaux qui soutiennent les ODD. Positionner ce travail dans le cadre global le plus

complet du monde sur le développement durable peut renforcer et soutenir la réalisation de leurs objectifs. Il existe de nombreuses stratégies que la Société Civile peut adopter pour soutenir la réalisation du Programme 2030. Un moyen essentiel est de travailler avec le Parlement, qui joue un rôle influent pour assurer la mise en œuvre effective des engagements mondiaux à travers leur travail pour promulguer des lois, adopter des budgets et assurer la responsabilité.

Ce manuel abrégé a pour but de guider les Organisations de la Société Civile dans leurs démarches auprès des Parlements et des Parlementaires pour promouvoir, soutenir et suivre la mise en œuvre du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Il explique brièvement pourquoi, où et comment s'engager avant de fournir des orientations sur la manière de surmonter les défis communs. Une liste de ressources est incluse à la fin pour une lecture ultérieure. Cette ressource est une version abrégée d'engager des Parlements sur le Programme 2030 et les ODD : représentation, responsabilité et mise en œuvre - un manuel pour la Société Civile, qui est disponible intégralement en anglais sur le [site web Together 2030](#).

2. Pourquoi s'engager avec les Parlements sur le Programme 2030 ?

Engager le Parlement peut être une stratégie précieuse dans vos efforts pour influencer et soutenir la réalisation du Programme 2030. Par son travail de promulgation de lois, d'adoption de budgets et de responsabilisation, le Parlement joue un rôle influent en veillant à ce que les Gouvernements mettent effectivement en œuvre les engagements mondiaux au niveau national :

1. Législation – selon le Système Juridique du Pays, les approches de la mise en œuvre peuvent prendre une forme formelle en tant que lois, statuts ou directives dans le cadre d'une série d'approches politiques et programmatiques. Indépendamment de qui crée et soumet un projet de loi, le Parlement l'examinera avant qu'il ne devienne une loi et a souvent le pouvoir de modifier. Il peut également rejeter un projet de loi entièrement. Certains Parlements sont plus actifs dans l'élaboration de projets de loi par le biais du droit d'initiative, tandis que d'autres comptent sur le Gouvernement pour élaborer, rédiger et présenter la loi en vue d'un débat. Alors que la législation est rarement la réponse politique complète nécessaire pour atteindre les objectifs affirmés dans les ODD, il s'agit souvent d'une première étape ou d'une composante essentielle de l'action. Les Acteurs de la Société Civile peuvent faire pression pour les lois d'initiative, amender ou retirer des propositions en faisant campagne pour créer une pression publique ou faire directement du lobbying auprès des Parlementaires. Ils peuvent également enrichir les connaissances et les compétences sur les questions relatives à la législation en question à des groupes d'experts qui sont mis en place pour aider les décideurs à traduire le Programme 2030 en propositions législatives réalisables.

2. La Responsabilité Budgétaire – l'ambition du Programme 2030 exige que les Pays mettent un accent très explicite sur le financement du développement. Si les ODD doivent être couronnés

de succès et vraiment ne laisser personne de côté, il sera essentiel que leur mise en œuvre soit financée adéquatement et que le financement cible des actions qui atteignent les Communautés les plus marginalisées. Entreprendre une analyse budgétaire et influencer le Parlement autour de son examen du budget est un moyen puissant de soutenir la réalisation des ODD.

3. Supervision – pendant que le Programme 2030 nécessitera une action de tous les Secteurs de la Société, les Gouvernements Nationaux assument la plus grande responsabilité de son succès. La mise en pratique des ODD nécessitera que les Gouvernements travaillent dans tous les domaines politiques, établissent des priorités et fassent des choix difficiles face à des compromis difficiles. La fonction de contrôle du Parlement est un moyen de demander des comptes au Gouvernement sur l'efficacité de la mise en œuvre des engagements relatifs aux ODD et sur un domaine clé dans lequel la Société Civile peut soutenir et travailler pour influencer.

S'engager avec la Société Civile est un élément clé de la mission du Parlement. En tant qu'Assemblée de Représentants élus, elle a la responsabilité de refléter les préoccupations de la Société Civile et de fournir un pont politique entre les Citoyens et tous les Secteurs du Gouvernement. Cela signifie qu'un Parlement engagé dans les ODD peut être un forum réceptif pour débattre des contributions civiles. Ainsi, le partenariat est mutuellement bénéfique; Les OSC ont la possibilité d'influencer les processus Gouvernementaux, tandis que les Parlementaires ont accès à l'expertise, aux apports et au soutien de la Société Civile. Des interventions bien ciblées de la part des Acteurs de la Société Civile peuvent améliorer la qualité des débats et de l'examen au Parlement et améliorer les résultats des politiques sur les ODD.

3. Avant de commencer

Avant de vous engager avec votre Parlement National ou ses Membres, considérez les questions suivantes: ***Que voulez-vous changer et pourquoi ? Comment voulez-vous l'atteindre ? Comment pouvez-vous relier la réalité que vous visez à changer avec les engagements présentés dans les ODD ? Quelles sont vos propositions concrètes en termes de législation et de changement de politique ?***

Il est important d'être réaliste dans vos attentes. La relation entre le Parlement et la Société Civile est complexe. Les Acteurs de la Société Civile peuvent être nombreux et représenter parfois des valeurs, des principes et des approches radicalement différents. La relation entre les Acteurs de la Société Civile et un Parlementaire ou un Parti peut être très différente d'une relation à une autre, de sorte que les stratégies qui fonctionnent dans une situation ne fonctionneront pas nécessairement dans l'autre. De plus, le contexte social et politique fait toute la différence dans la nature et la portée de la relation entre les OSC et le Parlement.

Travailler à travers les coalitions Nationales des OSC peut améliorer vos chances de succès. Il est

plus facile pour les Parlementaires d'interagir avec un nombre limité de forums que de maintenir des relations directes avec de nombreux Acteurs de la Société Civile. Les coalitions horizontales qui rassemblent la Société Civile et parlent d'une seule voix ont plus de poids politique et ont plus de chance d'influencer avec succès le changement. Les Parlementaires seront également plus enclins à considérer les Acteurs de la Société Civile comme crédibles s'ils démontrent une compréhension nuancée et approfondie des questions complexes, y compris une appréciation des compromis associés.

Surtout, il est souhaitable et réaliste de développer une pratique de respect mutuel et de dialogue. Le Programme 2030, y compris ses principes et les ODD, offre de nombreuses possibilités de dialogue et de réflexion sur les voies du développement durable. Grâce à une relation constructive de travail, les Parlements et la Société Civile peuvent travailler ensemble pour jouer un rôle efficace dans la réalisation de l'ambition du Programme 2030, de protéger la Planète et de promouvoir la Paix et la Prospérité pour tous, partout.

4. Voies d'engagement

La liste suivante identifie les principaux points d'entrée de la Société Civile à s'intégrer dans les processus Parlementaires :

1. Audiences publiques – les audiences publiques sont des réunions formelles au cours desquelles les acteurs de la Société Civile sont invités à témoigner devant un Comité et à répondre aux questions. L'audition offre à la Société Civile l'occasion de mettre en évidence, sur un registre formel, la manière dont les personnes concernées par un projet de loi ou un sujet sont affectées et de faire des recommandations en vue d'un changement.

2. Réunions publiques – les Commissions peuvent organiser des réunions publiques informelles au cours desquelles la Société Civile est invitée à fournir des commentaires sur les projets de lois ou d'enquêtes. Celles-ci pourraient avoir lieu à travers le Parlement ou à travers des Circonscriptions électorales spécifiques. Elles sont généralement moins formelles que les Audiences et permettent un échange plus libre entre les Membres du Comité et les autres Participants. Ils peuvent donner l'occasion à la Société Civile de poser des questions aux Députés sur leur position vis-à-vis des ODD et leur engagement avec la Société Civile. Il n'est pas rare que de telles réunions soient organisées avec des candidats politiques potentiels pendant les campagnes électorales.

3. Réunions privées – Les Députés et les Groupes politiques peuvent tenir des réunions privées avec des Groupes choisis et des Personnes touchées par des questions à l'étude par un Comité. Cela peut être l'occasion de fournir aux Parlementaires un niveau de connaissances plus détaillé et plus nuancé sur les ODD, ce qui peut améliorer les résultats obtenus grâce à des engagements officiels plus nombreux. Pour la Société Civile, les réunions privées sont souvent

l'occasion de demander du soutien aux Députés ou d'agir en tant que champions des ODD au Parlement. Une fois qu'une relation de travail solide a été établie, les Acteurs de la Société Civile peuvent utiliser des réunions privées avec les Parlementaires et le Personnel pour échanger régulièrement des informations.

4. Les Groupes Parlementaires interpartis ou les Caucus – dirigés par et pour les Députés, les Groupes Multipartites ou les Caucus peuvent parfois permettre la participation de Personnes et d'Organisations de l'extérieur du Parlement. Ces Structures informelles impliquent généralement des Membres de divers Groupes Politiques et sont importantes pour forger un consensus parlementaire sur les questions. Après avoir discuté d'une question au sein d'un Groupe informel, les Membres peuvent faire du plaidoyer au sein de leur Propre Parti, dans les Commissions et au Parlement. Si votre message sur les ODD reçoit l'appui de l'un ou l'autre des Membres du Groupe, il se peut qu'il se déplace au-delà du Caucus pour rejoindre les divers Groupes et Comités du Parti.

5. La loi des foules ou l'élaboration de lois participatives – est une approche fondée sur la technologie pour rédiger des lois ou des constitutions, qui offre un moyen d'engagement public plus direct que la méthode traditionnelle d'élaboration des politiques. Bien que la stratégie de développement ne soit pas actuellement un domaine de législation faisant l'objet d'une élaboration de lois participatives, cette approche ouvre la porte aux Citoyens et à la Société Civile pour contribuer de la manière la plus directe à la législation relative aux différents aspects des ODD.

6. Autres voies d'engagement

- **Recherche** : la Société Civile peut contribuer à la recherche commandée par des Comités qui cherchent à comprendre l'opinion publique sur

un sujet spécifique. Les sondages sont particulièrement utiles pour recueillir des données quantitatives afin d'éclairer les délibérations des Comités.

- **Consultations sur le Web** : un moyen de consultation de plus en plus répandu consiste à utiliser Internet pour obtenir des commentaires sur des projets de loi ou des sujets spécifiques. Cela peut se faire au moyen de sondages en ligne ou d'une demande de commentaires plus générale. Ce type de consultation peut entraîner un grand nombre de soumissions. La Société Civile peut soutenir le processus en faisant des soumissions qui consolident les contributions d'une Communauté plus large.
- **Visites sur le terrain** : pour se faire une idée de l'impact d'un Projet de Loi ou d'une activité Gouvernementale, les Membres du Comité se rendent parfois dans des Communautés ou des Groupes spécifiques. Comme de nombreuses OSC travaillent dans des zones éloignées, les visites sur le terrain fournissent une bonne occasion pour les défenseurs hors de la Capitale d'interagir avec les Députés.
- **Médias sociaux** : la technologie de la communication est devenue importante pour de nombreux Députés et Partis Politiques, qui

interagissent de plus en plus avec le Public lors des débats via les médias sociaux et d'autres outils Web. Dans certains Pays, le fait de tweeter en direct par les Députés lors des débats en commission, en plénière et lors des élections est devenu une nouvelle forme de discussion publique dans laquelle les OSC peuvent s'engager.

- **Heures de bureau de la Circonscription** : les Représentants de la Société Civile et les Citoyens concernés peuvent accéder à leurs Députés pendant leurs sessions de Circonscription pour faire part de leurs préoccupations. Selon le contexte Local, cela peut avoir lieu dans un Bureau Local du Parti, dans un Centre Communautaire, à domicile ou dans un coin de rue Local.
- **Mairies** : dans certains Parlements, les Députés organisent régulièrement des Assemblées publiques dans leurs Circonscriptions pour permettre aux Citoyens de se rencontrer et de discuter avec eux. Certains de ces événements sont organisés autour de thèmes ou de sujets spécifiques. D'autres servent de sessions de rapport dans lesquelles un Député fournit une mise à jour sur les activités parlementaires récentes.

5. Stratégies d'engagement

La section suivante présente un certain nombre de façons dont les Acteurs de la Société Civile peuvent engager leur Parlement dans les ODD. Ces approches incluent celles qui engagent les fonctions de base de l'élaboration des lois, de la planification budgétaire, de la surveillance et de la représentation, ainsi que celles qui exercent une influence politique informelle et un accès à l'Exécutif dont bénéficient les Députés individuels. Des lectures supplémentaires autour de ces approches peuvent être trouvées à la fin de cette publication.

1. Évaluer si les lois sont adaptées pour l'usage – Pour s'aligner sur les ODD et les principes d'indivisibilité et d'universalité, les thèmes transversaux du Programme 2030 devront être systématiquement reflétés dans tous les secteurs de la législation Nationale. Le Parlement et les Acteurs de la Société Civile peuvent soutenir ce processus en demandant au Pouvoir Exécutif d'examiner formellement si une législation est cohérente dans la manière dont les ODD sont mis en pratique.

2. Entreprendre le plaidoyer budgétaire – Le plaidoyer en faveur des ODD a le plus d'impact lorsqu'il est associé au plaidoyer pour assurer des allocations budgétaires adéquates et pour défendre les programmes sociaux et environnementaux importants contre les coupures.

3. Demander plus de transparence et de responsabilité – cela pourrait consister à demander aux Gouvernements ou aux Organismes statistiques de publier des données et des modèles sous-jacents aux cibles et aux indicateurs des ODD. Ou encore, il pourrait s'agir de faire pression sur les Ministères responsables pour qu'ils partagent publiquement et en temps opportun les principaux documents, ce qui donnerait au Parlement et au Public suffisamment de temps pour les examiner. Plaider pour que les Parlements tiennent des auditions publiques et des débats sur les ODD est un autre exemple.

4. Développer des connaissances d'experts – examiner comment le Gouvernement prévoit de mettre en œuvre les ODD et élaborer des propositions concrètes et bien argumentées pour mettre en évidence les questions qui, autrement, ne recevraient pas suffisamment d'attention politique. Vos arguments de politique devraient être soutenus avec des preuves solides.

5. Recueillir, analyser et interpréter des données – données de qualité, opportunes et fiables ventilées par facteurs – revenu, sexe, âge, race, origine ethnique, statut migratoire, handicap, situation

INFLUENCER LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL DE VOTRE PAYS

Plusieurs Pays ont un Plan National de Développement (PND), qui est une loi qui établit une feuille de route stratégique pluriannuelle, décrivant les priorités clés et les indicateurs pour mesurer le succès. Beaucoup de ces Pays ont identifié leurs PND comme l'outil principal pour la mise en œuvre du Programme 2030 et l'alignement des ODD. La contribution de la Société Civile à l'examen et, le cas échéant, à la modification d'un Plan de Développement National conformément au Programme 2030 peut contribuer à assurer un plan cohérent pour le développement d'un Pays.

PROMOUVOIR L'ENGAGEMENT PARLEMENTAIRE DANS LES EXAMENS NATIONAUX VOLONTAIRES

Les Examens Nationaux Volontaires (ENV) constituent le principal mécanisme mondial par le biais duquel les Gouvernements Nationaux rendent compte de l'avancement de leur mise en œuvre. L'objectif principal des ENV est de faciliter le partage des expériences,

géographique et autres caractéristiques pertinentes aux contextes Nationaux – fournir des preuves essentielles pour informer la Législation.

6. Partager des données qualitatives et des formes traditionnelles de connaissances

– les témoignages de la Base et les connaissances Locales peuvent servir d'arguments politiques convaincants. En ajoutant le visage humain à un problème difficile à ignorer, les histoires personnelles peuvent être rappelées et valorisées plus que les données et les chiffres.

7. Organiser des campagnes publiques – des campagnes de sensibilisation et d'action, le cyber activisme et d'autres formes de mobilisation créent des opportunités pour le grand public de participer aux ODD. La mobilisation des Mandants pour contacter leurs Députés sur les questions liées aux ODD peut être très efficace, car les Parlementaires s'intéressent aux questions qui préoccupent fortement leurs électeurs et sont souvent moins enclins à ignorer leurs revendications que celles des groupes de défense organisés. Être un visage d'une campagne populaire des ODD peut ajouter de la visibilité au profil et à l'agenda électoral d'un Député.

8. Sensibiliser et comprendre le Programme 2030 à travers des programmes de formation – la formation des Parlementaires et d'autres Acteurs de la Société Civile sur les ODD peut faire beaucoup pour sensibiliser le Public. Cela peut se traduire par de meilleures interventions et un meilleur contrôle du Programme 2030. L'identification des meilleures pratiques Locales et Internationales sur la mise en œuvre des ODD peut aider le Pouvoir Législatif à faire de meilleurs choix. Une collaboration entre les OSC pour assurer une approche unique de la formation menée par le Parlement serait bénéfique pour éviter le risque de demandes non coordonnées sur le temps et les ressources des Parlementaires.

9. Traduire des informations politiques et budgétaires complexes en un langage accessible – la nature intrinsèquement technique de certaines lois et budgets Nationaux et l'utilisation de langues inaccessibles et hautement spécialisées constituent un obstacle majeur à la participation de la Société Civile au cycle du processus Législatif et à la planification budgétaire. Les initiatives de communication et de sensibilisation fonctionnent mieux lorsqu'elles complètent et renforcent les préoccupations Parlementaires.

10. Souligner les cas de négligence et de corruption – les Acteurs de la Société Civile peuvent aider à identifier et mettre en lumière des cas de négligence ou de corruption qui compromettent les progrès vers les ODD.

y compris les réussites, les défis et les leçons apprises, en vue d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. Les OSC ont plusieurs rôles à jouer dans la promotion de processus des ENV inclusifs et participatifs, y compris pour promouvoir la participation du Parlement. Ils peuvent demander que les rapports des ENV soient présentés au Parlement avant qu'ils ne soient partagés au Forum politique de haut niveau des Nations Unies et que des plaidoyers soient organisés après.

RENFORCER LA RESPONSABILISATION GRÂCE À DES AUDITS NATIONAUX.

Les Pays commencent à explorer l'utilisation des Audits pour examiner la mise en œuvre des ODD. Dans certains Pays, les Parlements et l'Institution supérieure d'Audit ont contacté les OSC pour leur demander de contribuer au processus d'Audit National. Dans d'autres Pays, les OSC ont scruté de manière proactive la légitimité et la qualité des dépenses publiques. Dans diverses parties du Monde, les OSC ont participé à la planification de l'Audit en fournissant des données et des recherches, ainsi qu'en communiquant les résultats d'Audit.

6. Surmonter les défis

Quelques défis et actions communs que vous pouvez prendre pour les surmonter incluent :

1. Concurrence pour l'accès :

En travaillant en vase clos, les Acteurs de la Société Civile peuvent se retrouver en compétition pour avoir accès aux Députés, à leur influence et à un financement limité, ce qui pourrait laisser de plus grands joueurs monopoliser l'espace.

POINTS D'ACTION :

- Adopter une approche de coalition au travail Parlementaire pour aider à surmonter le défi de la concurrence entre les Partenaires. Travaillez avec des Organisations qui peuvent compléter votre expertise, apporter de la valeur ajoutée à vos campagnes ou partager une expérience précieuse.
- Exploiter les collaborations au-delà de votre Pays où les Partenaires seront moins enclins à la concurrence et pourront partager des expériences et des approches précieuses.

2. Le Parlement hésite à s'engager :

Alors que certains Parlements sont de plus en plus ouverts à la participation Citoyenne, d'autres continuent d'offrir des possibilités réelles ou limitées d'intervention et de plaidoyer.

POINTS D'ACTION :

- Construire une pression publique. Travailler avec les médias et mener des campagnes publiques pour attirer l'attention et encourager les Parlementaires à s'engager.
- Rejoindre le Partenariat Gouvernemental Ouvert (PGO), une initiative multilatérale qui rassemble les Gouvernements et la Société Civile pour garantir des engagements concrets pour promouvoir un Gouvernement ouvert, autonomiser les Citoyens, lutter contre la

corruption et utiliser les nouvelles technologies pour renforcer la gouvernance.

- Approcher des candidats Parlementaires potentiels. Écrire à et rencontrer des candidats et des Groupes politiques potentiels pendant les campagnes électorales peut être une stratégie efficace à moyen ou à long terme. Ces approches devraient être uniquement liées à la promotion des ODD et des questions du Programme 2030 pour éviter d'être perçus comme partisans.

3. Contraintes techniques :

Pour les Organisations nouvelles en matière d'engagement parlementaire, pour générer des preuves solides, développer des arguments de politique technique, mener un plaidoyer stratégique et communiquer des messages adaptés, il faudra de nouvelles capacités et compétences. Vous devrez peut-être également réévaluer votre stratégie organisationnelle afin de déterminer comment votre travail parlementaire contribue à la mission de votre Organisation.

POINTS D'ACTION :

- Former le personnel sur la manière de développer et d'adapter les preuves pour influencer les processus politiques et des politiques.
- Évaluer et revoir la stratégie de l'Organisation.

4. Contraintes financières :

Les contraintes de financement peuvent nuire à votre capacité à dialoguer avec les Parlements. Le manque de ressources suffisantes peut limiter votre capacité à investir dans le personnel et les bénévoles, développer les compétences techniques et de recherches nécessaires et maintenir l'engagement avec les Députés. En outre, de nombreuses OSC dépendent d'un financement à

court terme, ce qui peut conduire à une vision à court terme et à une approche moins stratégique du changement.

POINTS D'ACTION :

- Chercher à élargir la base des donateurs (en

évitant de dépendre d'un seul donateur) et les options de financement.

- Enquêter sur les nouvelles sources de financement et les opportunités de collecte de fonds générées par les ODD.

7. Lecture supplémentaire

Pour une liste complète des lectures complémentaires, visitez :
www.together2030.org/parliamentaryreading



Together 2030 - de la politique à l'action :

Together 2030 est une initiative de la Société Civile qui promeut l'implémentation Nationale et suit les progrès du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030. L'Initiative, mise en place en décembre 2015, vise à générer des connaissances et à faire entendre les voix de différentes Sociétés Civiles et parties prenantes du monde entier sur les défis et les opportunités pour le Programme 2030. Together/Ensemble 2030 rassemble des Acteurs pour discuter de la manière de formuler et de mettre en œuvre des feuilles de route au niveau National et demander des comptes aux Gouvernements à tous les niveaux.

together2030.org

